

Les mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto: retour sur 12 ans d'expérience



EN QUELQUES MOTS: PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT (MDP)

► Le protocole de Kyoto

- Signé en 1997 par 198 pays signataires et entrée en vigueur en 2005, ratifié par 183 états. L'UE en 2001, l'Australie en 2007.
- Il traduit les objectifs et moyens pour mettre en œuvre la CCNUCC
- Objectif : 38 pays (Annexe B), représentent 55% des émissions mondiales, s'engagent à réduire de 5,2% leurs émissions de GES sur la période 2008-2012 par rapport à 1990.
- Les pays en développement et hors Annexe B n'ont pas d'obligations de réduction mais des inventaires leurs sont imposés.



► Les 3 mécanismes de flexibilité

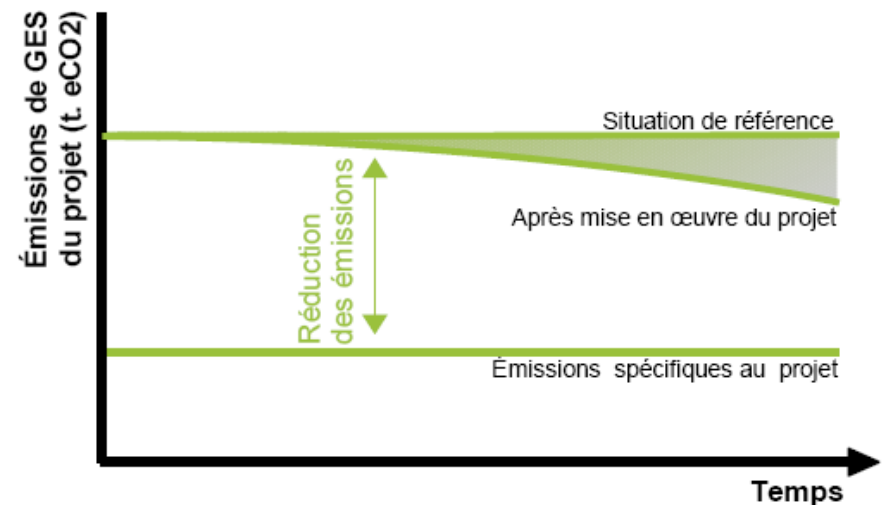
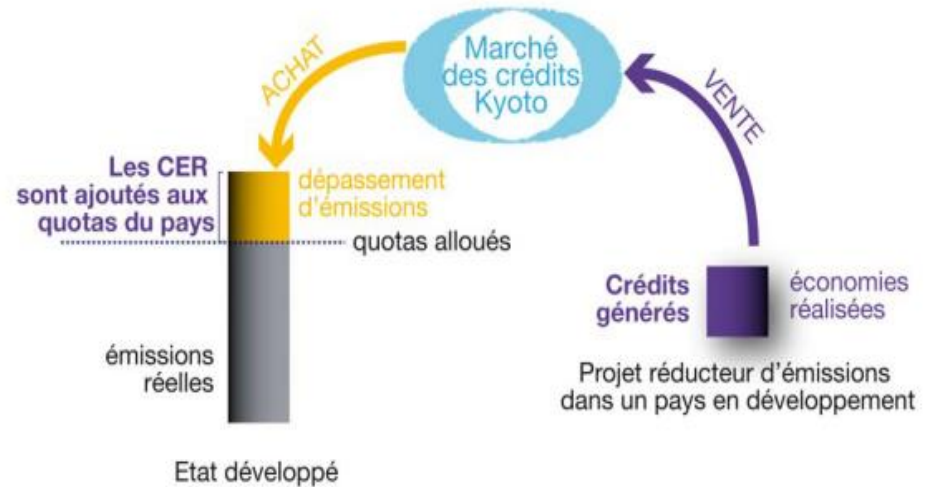
Objectif: Faciliter la réalisation des objectifs de réduction fixés pour les pays industrialisés

- > Le système du marché d'échange des quotas : Allocation de quotas (UQA – Unité de Quantité Attribuée) aux pays de l'Annexe 1.
- > Les 2 mécanismes de projets : Mise en Œuvre Conjointe (MOC) et Mécanisme de Développement Propre (MDP).

► Le MDP

- Seule dimension Nord/Sud du protocole de Kyoto
- Objectifs : Associer les pays en développement à la réduction des émissions, transfert financier et technique, levier de coopération et investissement moindre des pays de l'Annexe B.
- 4 critères d'éligibilité pour les économies de GES : mesurabilité, vérifiabilité, permanence et additionnalité. 2 types d'additionnalité : financière et environnementale.

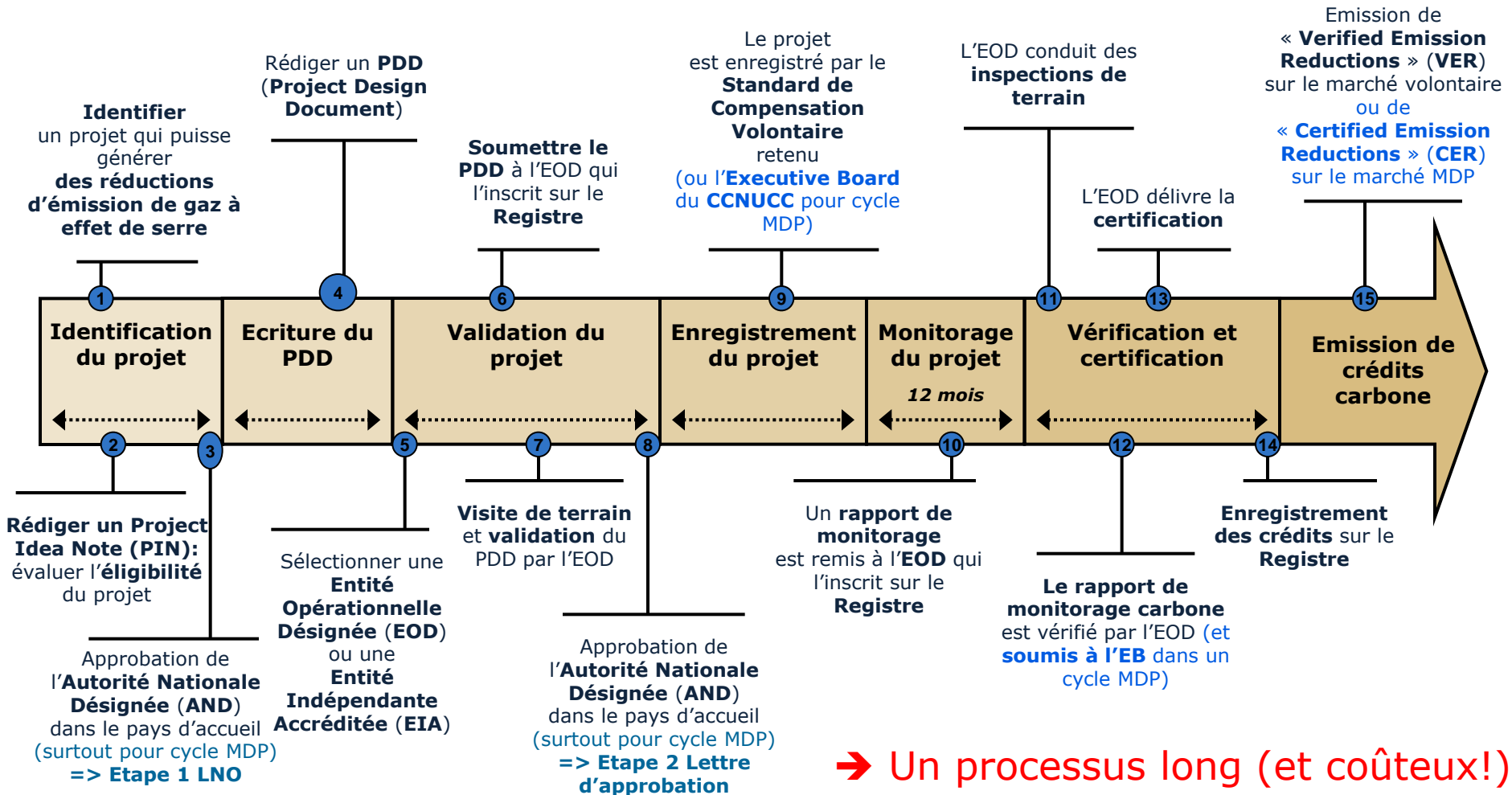
Principe : des projets réalisés dans les pays en développement



Etapes Principales du cycle de projet carbone



United Nations **1**
Framework Convention on
Climate Change



➔ Un processus long (et coûteux!)

EN QUELQUES MOTS: PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT (REDD+)

- ▶ REDD : Réduction de Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des terres

Enjeux : 20 % des émissions de GES mondiales. Protéger sans mettre sous cloche. Pas que carbone.

Objectifs : Éviter la déforestation et la dégradation (fragmentation/mitage), préserver les ressources forestières (services fournis, biomasse énergie et biodiv), Conserver le carbone forestier, gestion durable des forêts

Les axes de travail : le foncier, intégration de la population locale dans l'aménagement des zones protégées, formation des acteurs locaux

Les critères d'éligibilité (=garde-fous) :

- Additionnalité : tendance de la déforestation. Pb : prévisions difficiles à établir en fonction de différentes variables (réseau routier, démographie, prix du riz)
- Fuites : suivre et décompter les déplacements de la déforestation. Pb : définition des zones. Approche par pays, par projet?

MDP: QUELLES RÉUSSITES? QUELS ÉCHECS?

Quels éléments de débat?

**Efficacité
économique?**

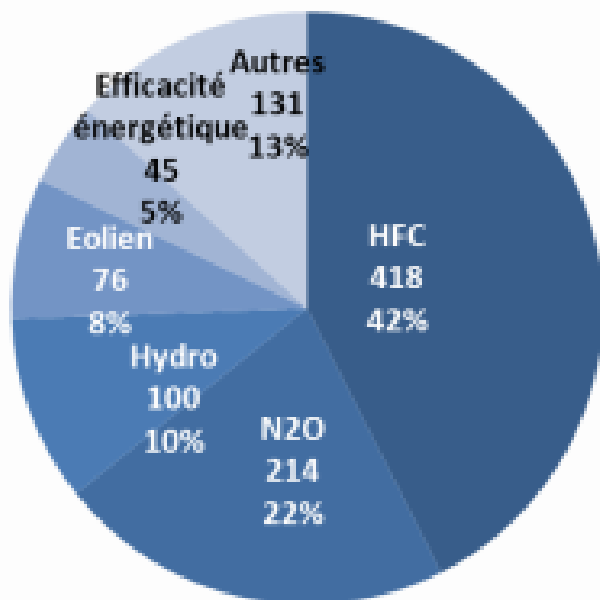
**Intégrité
environnementale
?**

**Contribution au
développement
durable?**

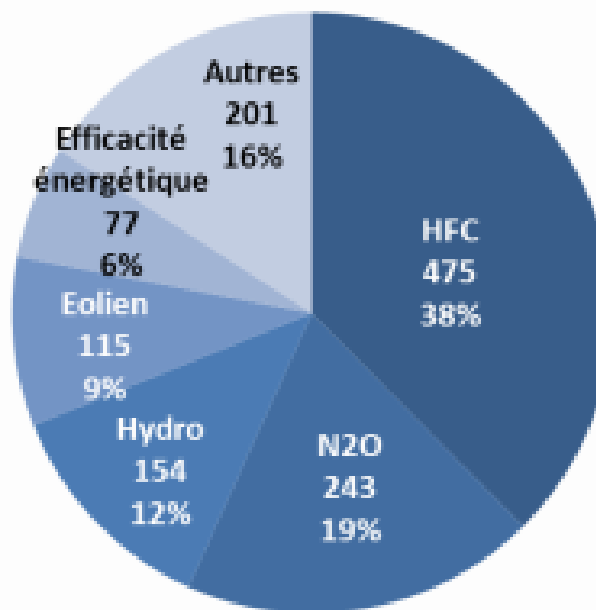
**Un système à
réinventer?**

Figure 7 – Répartition sectorielle du MDP.

mURCE délivrées au 1er septembre 2012

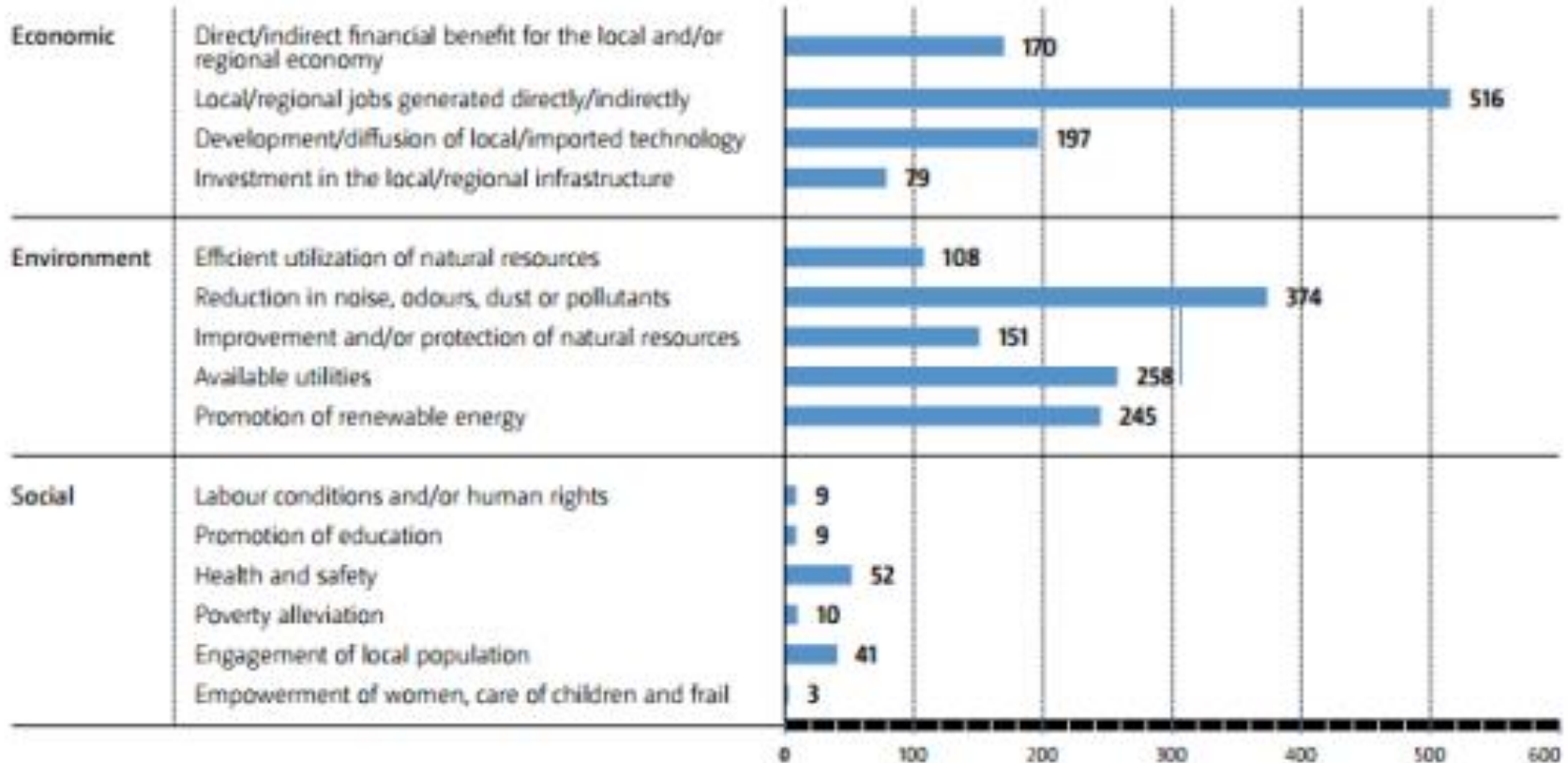


mURCE prévues pour le 30 avril, 2013



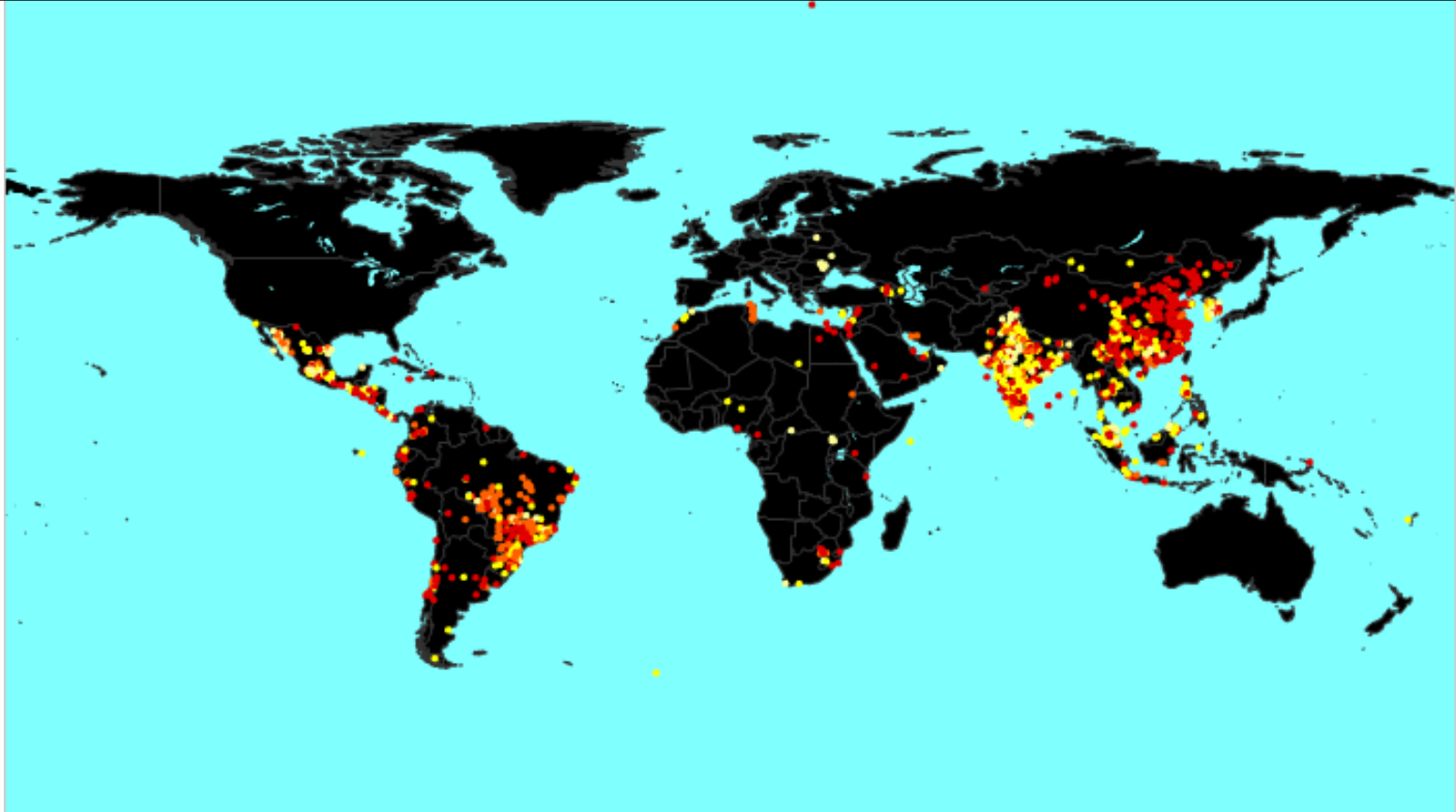
Sources : Centre Risoe du PNUE (2012), CDC Climat (2012).

Figure 16 – Nombre de contributions potentielles au développement durable.



Source : CCNUCC (2011a).

- **7533** projets enregistrés dans **94 pays**
- **2.3 milliards** CERs émis et **2,9Mds** en 2020

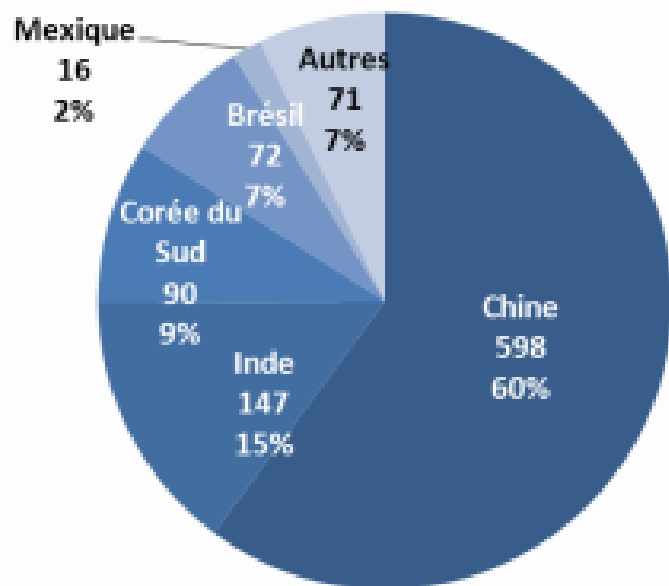


→ **Peu de projets MDP mis en œuvre dans les PMA**

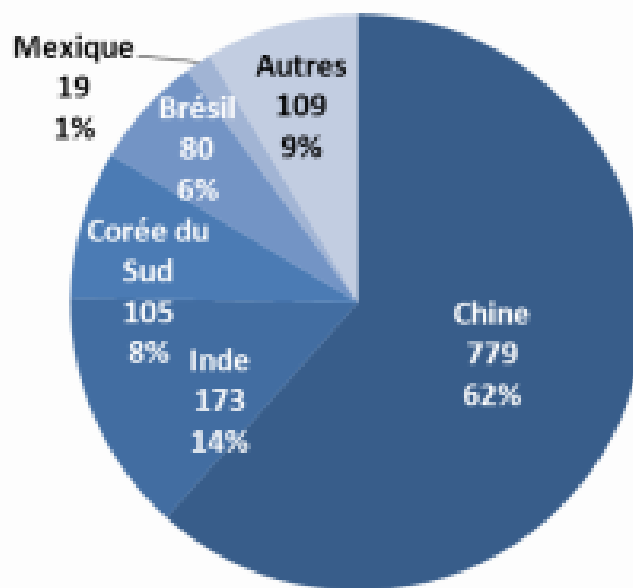
Source: CCNUCC, 2012

Figure 6 – Répartition géographique du MDP.

mURCE délivrées au 1er septembre 2012



mURCE prévues pour le 30 avril, 2013

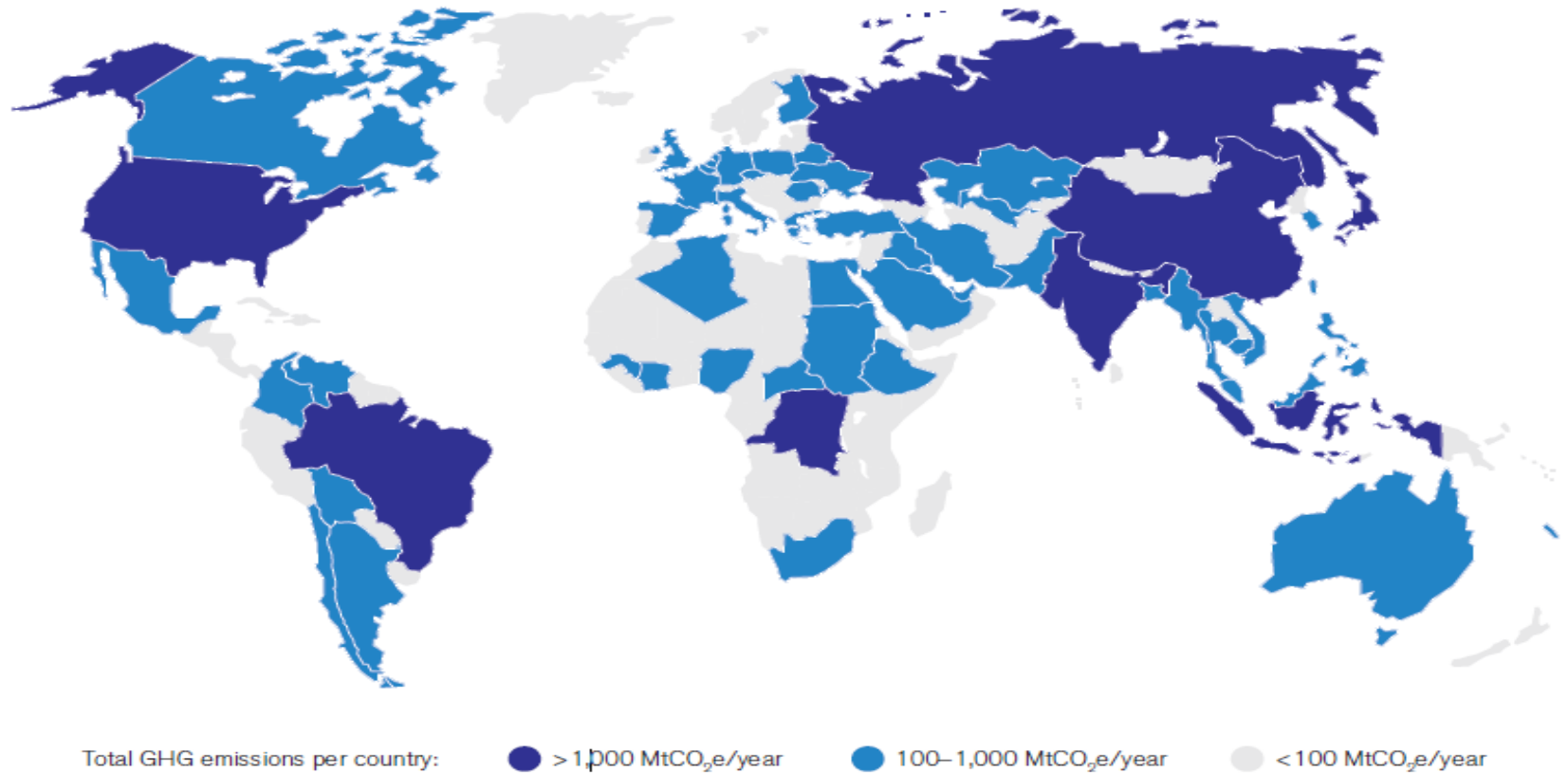


Sources : Centre Risoe du PNUE (2012), CDC Climat (2012).

Le MDP: contributeur du développement durable?

« Trop pauvres pour polluer », trop pauvres pour faire du MDP!

Figure 3 Greenhouse gas emissions by country¹⁴



Source: Ecofys, 2014

- Menace: concurrence entre les pays qui souhaitent attirer les investisseurs. Conséquence: baisse de la qualité des projets MDP et des critères de DD des pays hôtes
- Les 3 « brèches » du protocole qui permettent d'atteindre ses objectifs sans réduire : surplus de quotas, crédits forestiers, et le MDP → contourner la « responsabilité historique » et limiter fortement l'efficacité du PK
- Des fraudes avérées et des comportements liés à des stratégies de forts retours sur investissement (« captures de rentes » sur les gaz réfrigérants par exemple)

► Des processus longs et coûteux pour parvenir à la génération de crédits

Des investissements initiaux importants (*entre 40 et 500K\$ selon la complexité du projet et la méthodologie choisie*)

Une phase de développement longue (*supérieure à 2 ans pour un projet MDP*)

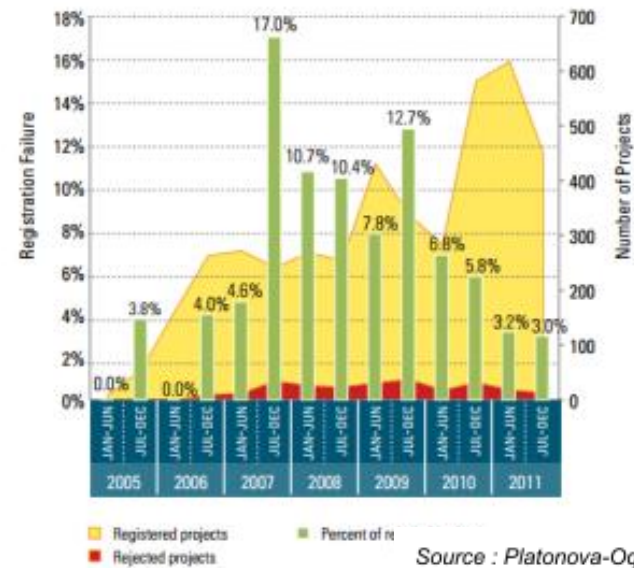
Risques élevés en cas de non validation du projet

Incertitude sur le "retour sur investissement" (valeur du crédit vendu et vérification effective des réductions)

► Des limites méthodologiques

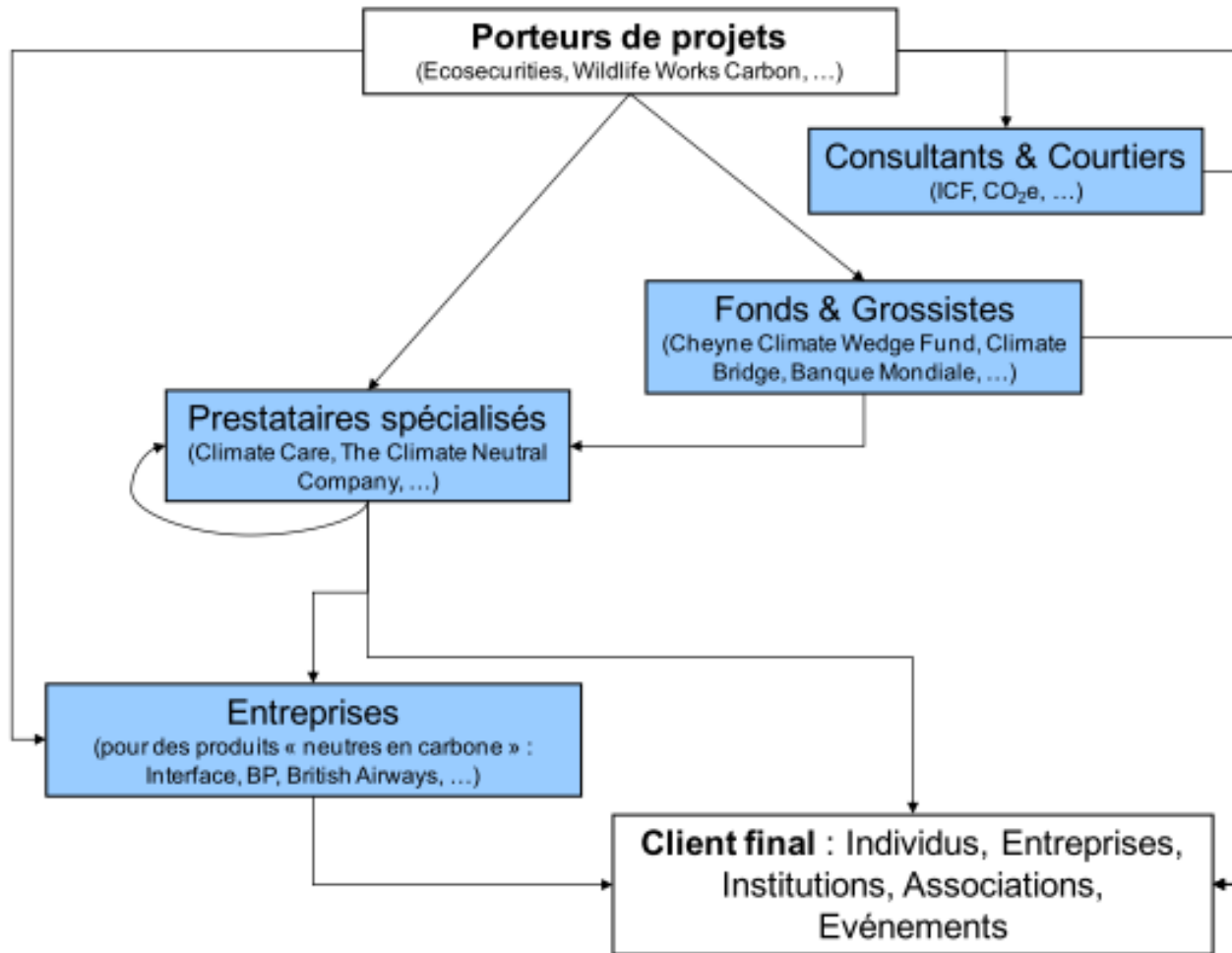
Méthodologies peu adaptées lorsque les émissions sont très réduites et dispersées
Remise en cause de l'additionnalité sur certains projets

Figure 5 – Proportion des projets enregistrés et des projets refusés.



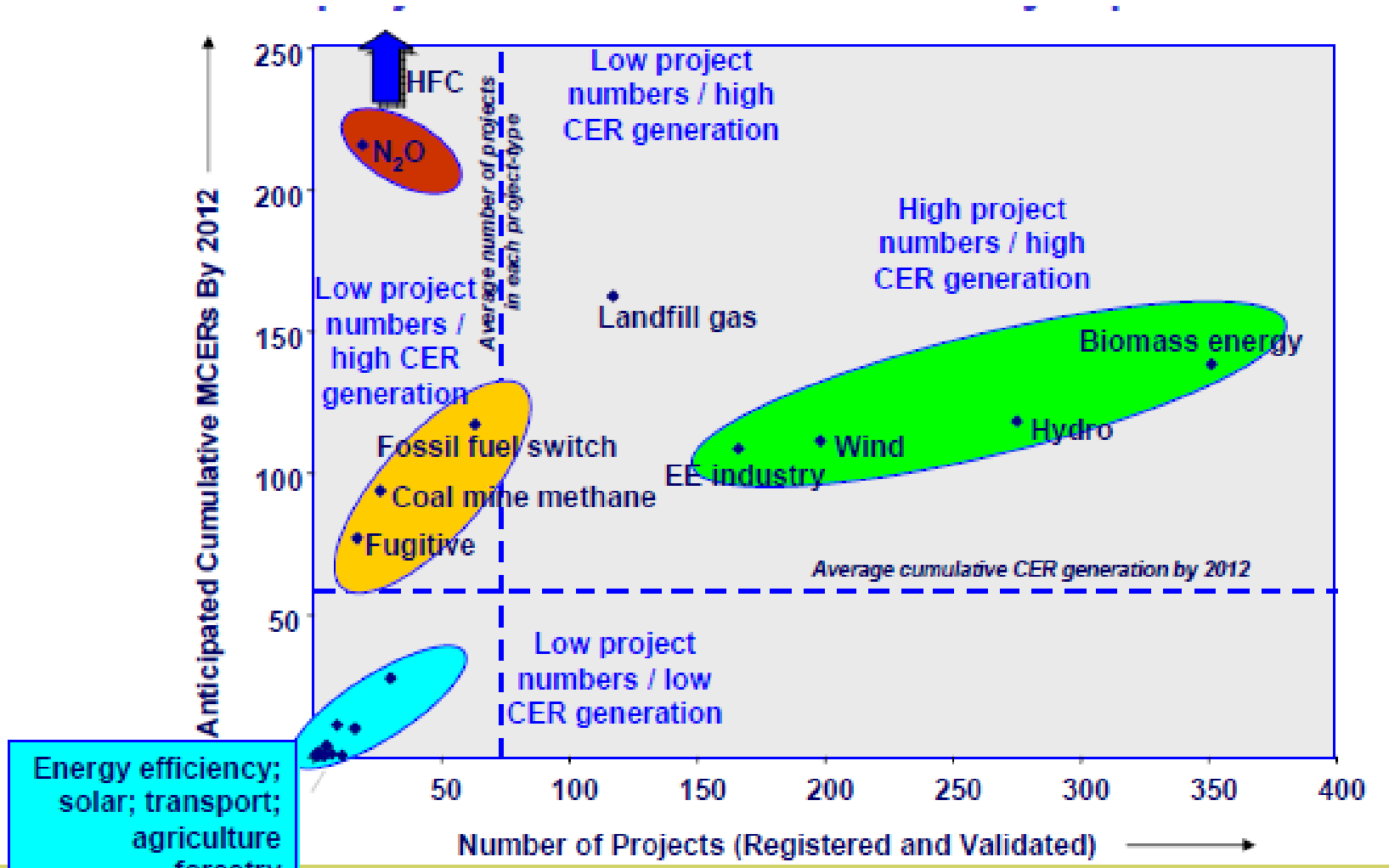
Source : Platonova-Oquab et Spors (2012).

Une industrie carbone?



Source : CDC Climat Recherche.

Forte variabilité de la rentabilité des projets MDP



► **Les limites du système**

- Un marché non régulé
- Pas unifié à l'échelle des pays industrialisés
- Nombreux intermédiaires
- Une industrie carbone pour l'essentiel basée hors des Pays en développement → « néo-colonialisme »?

- ▶ L'émergence de Programmes d'activités (PoA) composé d'Activités de projets MDP (APM) pouvant être incluses tout au long de la durée de vie du programme
 - Permet de diminuer les coûts d'investissements initiaux pour les petits porteurs de projet
 - Mais reste très minoritaire: à fin juin 2014, 425 PoA soumis, et seulement 255 enregistrés. Petits volumes : Moyenne de 52Kt CERs/an par PoA...
 - Redéploiement réussi sur des secteurs peu occupés par MDP (efficacité énergétique, déchets, solaire)
 - Rééquilibrage géographique: Afrique représente 30% des PoA validés (dont 1/3 sur Afrique du Sud)

- ▶ Des tentatives de rééquilibrage géographique
 - Suppression ou paiement différé des frais d'enregistrement pour les PMA et PEID
 - Emergence de plusieurs fonds de soutien aux projets carbone dans les pays les moins bien dotés (renforcement de capacités & investissements)

- ▶ Des propositions méthodologiques visant à faciliter le développement de projets
 - Développement de listes « positives » de projets éligibles
 - Bases de référence normalisées et application de valeurs par défaut
 - Suppressed demand (intégration d'un scénario de hausse des émissions dans la base de référence)

- ▶ **Un péché originel (les mécanismes de flexibilité)**
- ▶ **Des vices de forme au départ**
- ▶ **Un processus d'amélioration continue menée grâce à des proposition de la communauté scientifique et la société civile (apprentissage par erreurs et essais)...**
- ▶ **... mais qui n'ont pas suffi à régler tous les problèmes (quid de l'intégration de normes minimales sur DD?)**
- ▶ **Des pistes d'amélioration à tirer du marché volontaire?**

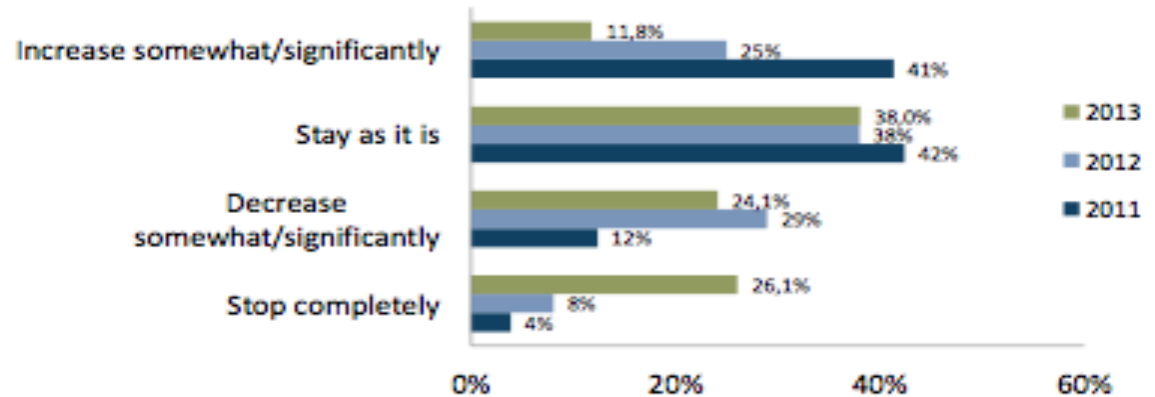
QUELLES TENDANCES ACTUELLES?

**Des acheteurs
frileux sur le
marché
obligatoire
(MDP)...**

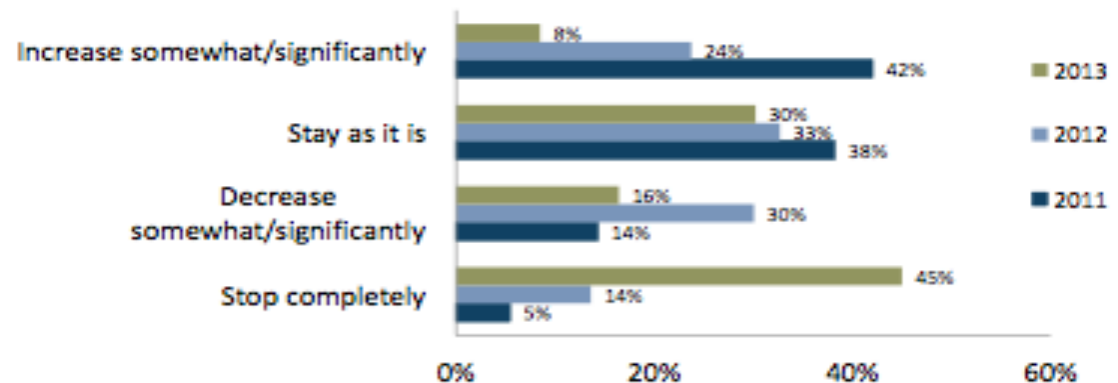
Figure 20 a-c: Plans for 2013-2015

Asked to compliance entities in the EU ETS, Australian ETS, and NZ ETS. N=176

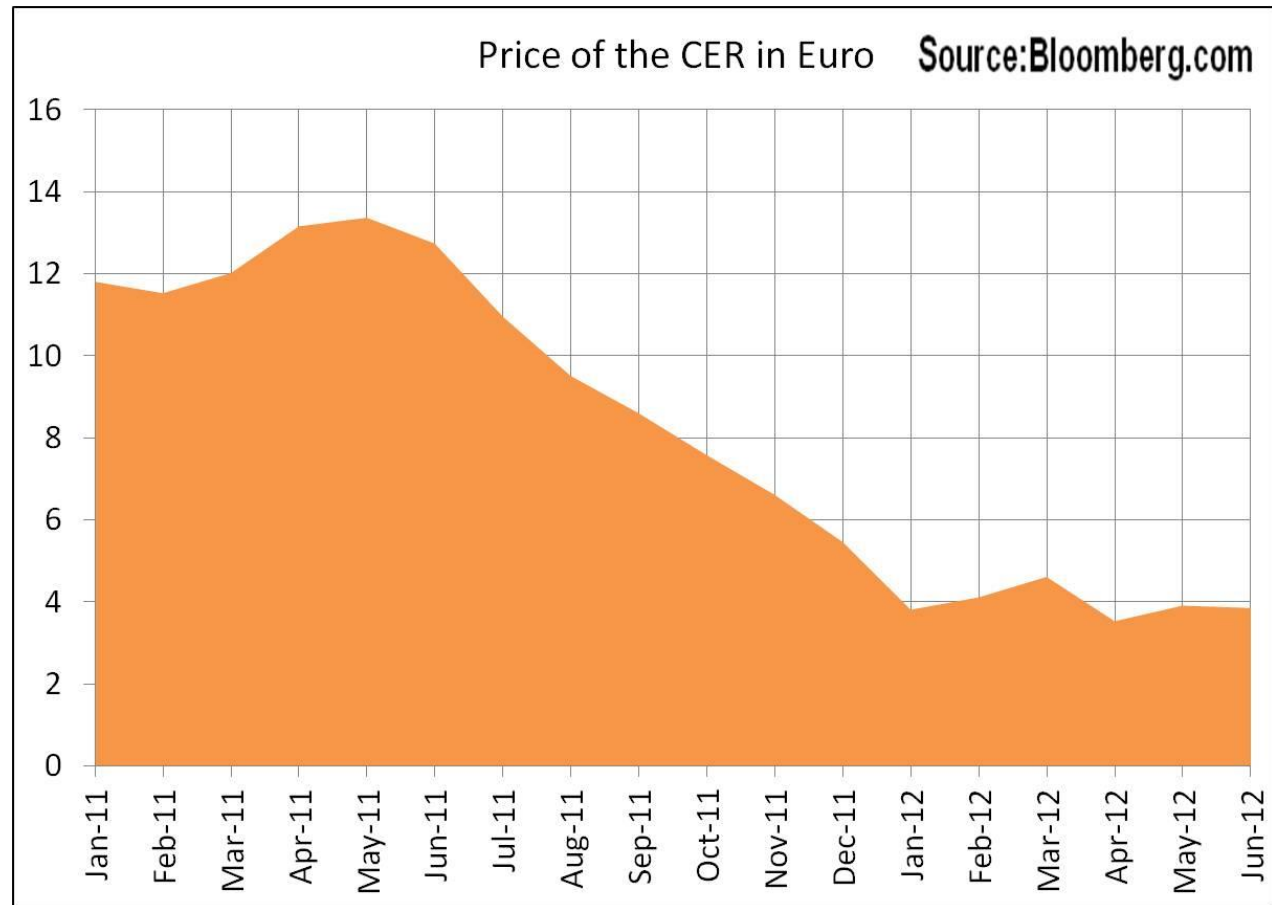
Purchasing/trading pCERs



Investing directly in CDM projects



... et des prix particulièrement bas pour le MDP



La finance carbone n'est plus une « manne », sauf sur quelques niches (projets à haute valeur ajoutée sociale ou environnementale)!

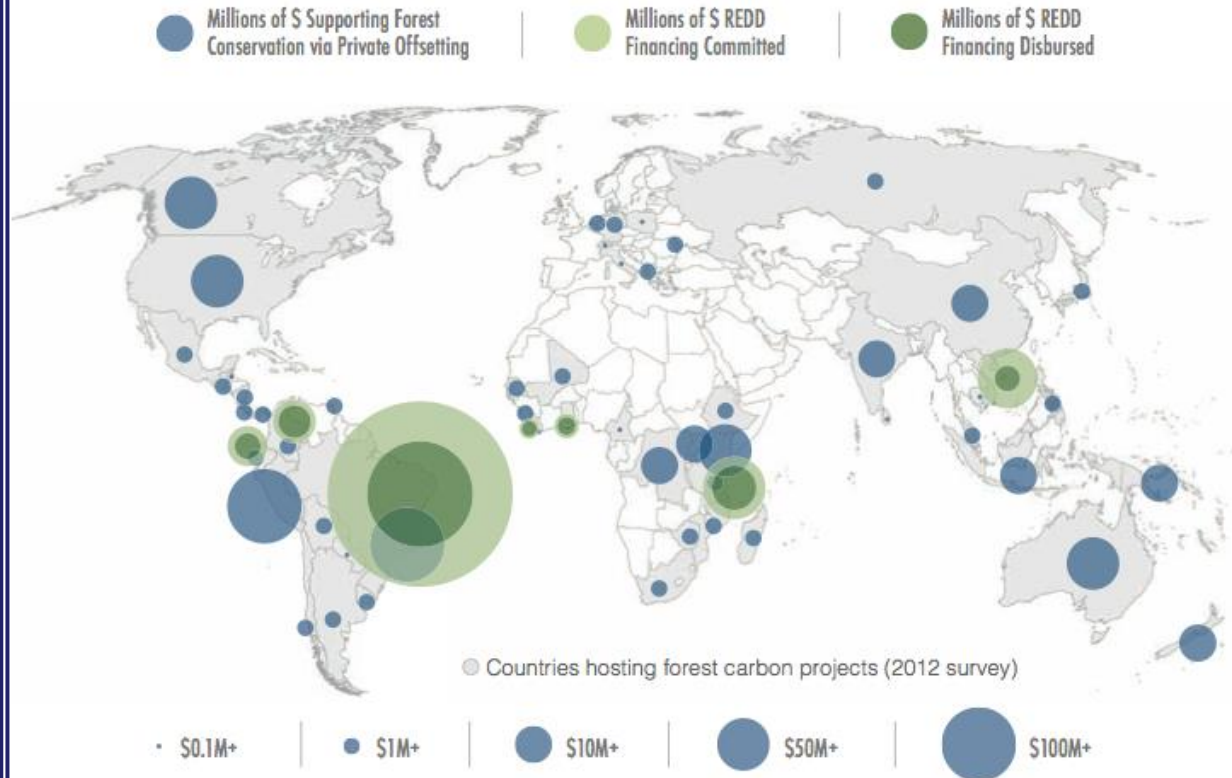
MDP

CDM LOANS SCHEME



REDD+

Figure 5: Comparison of Project- and Country-level Forest Finance, All Years

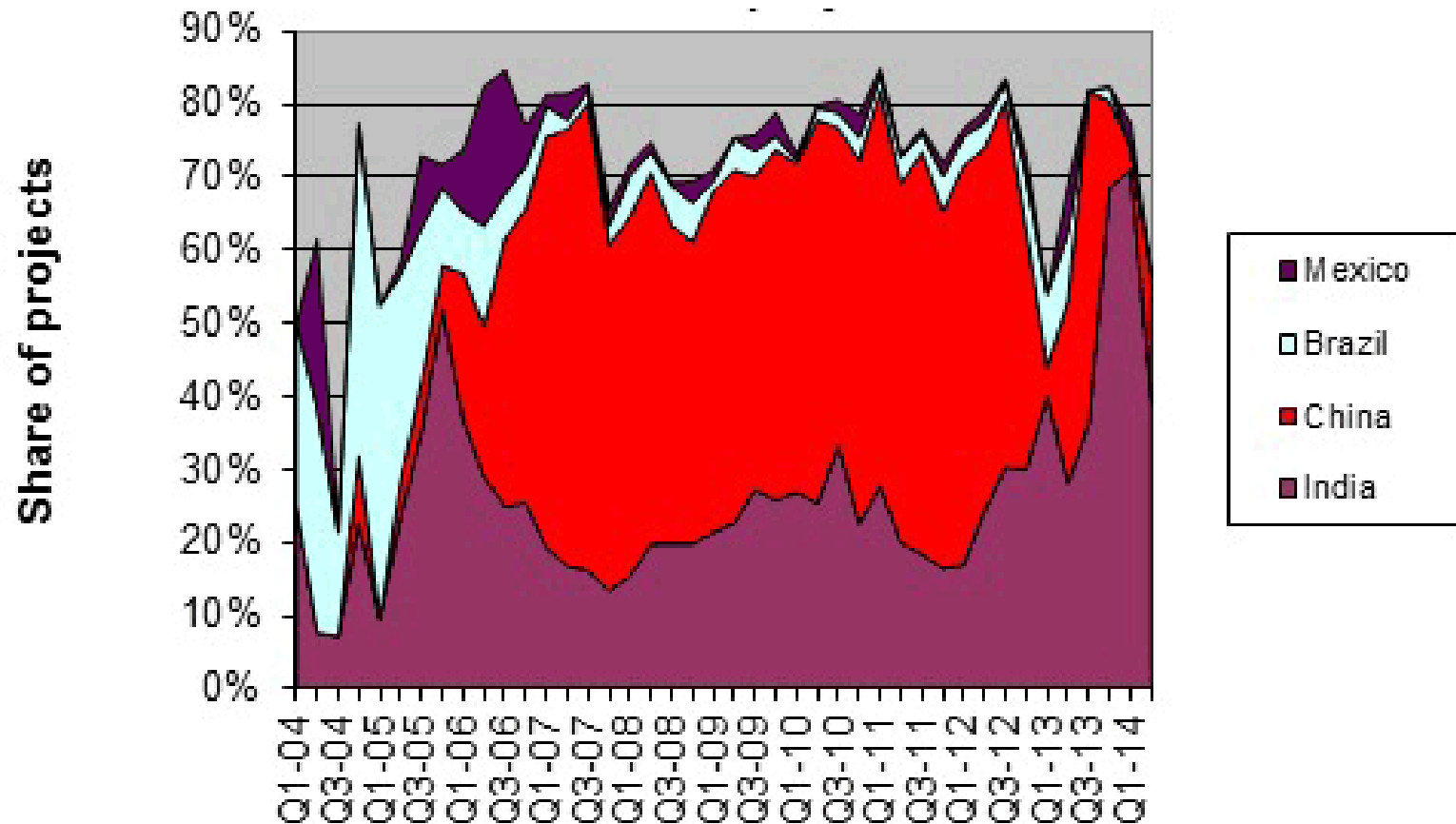


Notes: Based on value associated with all years of "State of" forest carbon market tracking and REDD finance data sourced from reddx.forest-trends.org, as of October 2013.

Source: Forest Trends' Ecosystem Marketplace. *State of the Forest Carbon Markets 2013*.

Situation conjoncturelle

→ Toujours une surreprésentation des émergents

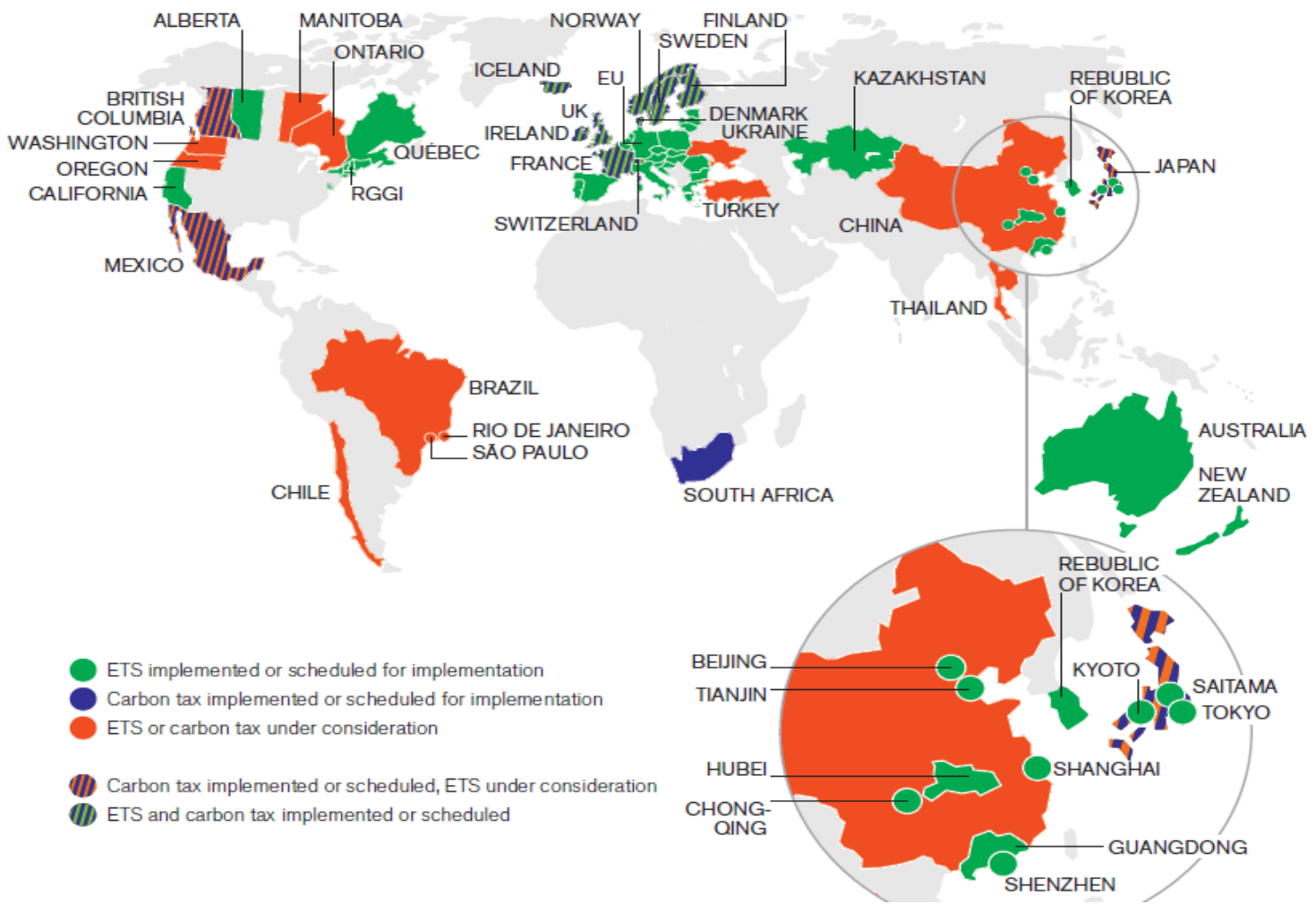


Part du Mexique, Brésil, Chine et Inde dans le pipeline des projets MDP
 (source: UNFCCC, 2014)

Vers une décentralisation des marchés

→ L'émergence des marchés domestiques

Figure 1 Summary map of existing, emerging, and potential regional, national and sub-national carbon pricing instruments (ETS and tax)



Source: Ecofys, 2014

8 nouveaux marchés carbone en 2013

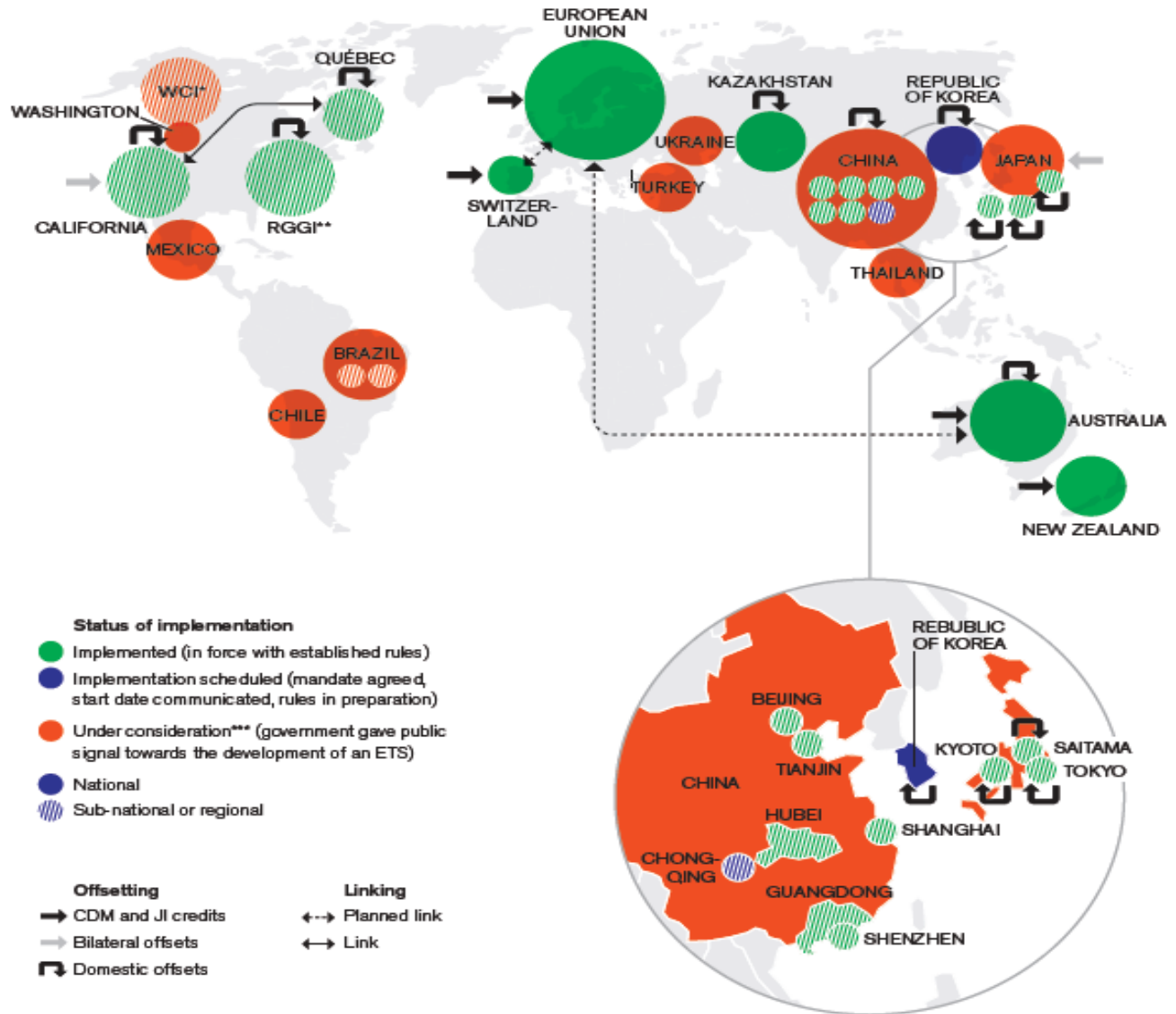
Chine = 2ème marché carbone du monde (en taille), juste derrière celui de l'UE (1,115Mt contre 2,048Mt).

→ Quid des « standards » utilisés sur ces marchés?

Vers une décentralisation des marchés

→ L'émergence des marchés domestiques

Figure 11 Map of existing, emerging, and potential emissions trading schemes



Un « recentrage » vers des marchés plus lucratifs?

MERCI DE VOTRE ATTENTION!

v.laubin@geres.eu